



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

manifestations des 16 et 17 novembre

Question au Gouvernement n° 2414

Texte de la question

MANIFESTATIONS DES 16 ET 17 NOVEMBRE

M. le président. La parole est à M. Pierre-Yves Bournazel.

M. Pierre-Yves Bournazel. Le week-end dernier, Paris a de nouveau été le théâtre de scènes de violence, de dégradations du bien public et de heurts intenses entre des individus radicalisés et les forces de l'ordre.

Samedi, une manifestation autorisée devait se déployer à partir de la Place d'Italie, un an après le début du mouvement des gilets jaunes. Je ne confonds pas les manifestants de bonne foi, dont les attentes doivent être entendues et dont la situation sociale ne peut être ignorée, avec des militants extrémistes qui s'inscrivent hors de notre champ républicain. La démocratie, c'est le dialogue ; la violence le rend impossible.

Ces derniers sont venus brûler des poubelles et des voitures, agresser des pompiers en pleine intervention, et dégrader odieusement le mémorial rendant hommage au maréchal Juin. De telles images, rappelaient celles, insupportables, qui ont rythmé les samedis des Parisiens il y a un an, avec des vitrines brisées, des magasins pillés, des lieux symboliques, tels que l'Arc de Triomphe, souillés. Les Parisiens, les Français en général, n'en peuvent plus de ces week-ends de violence. Ça suffit ! (« Oh ! » *sur plusieurs bancs.*) Ils nous le disent chaque jour.

Monsieur le ministre de l'intérieur, à la veille de mouvements sociaux annoncés à partir du 5 décembre, durant lesquels les revendications doivent pouvoir s'exprimer librement dans la rue, comment assurer la sécurité des manifestants et des autres citoyens, si l'on n'empêche pas des individus radicalisés de profiter des manifestations pour semer le chaos ? Comment comptez-vous mettre ces derniers hors d'état de nuire ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDI-Agir.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur.

M. Marc Le Fur. Où est M. Castaner ?

M. Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur. Permettez-moi tout d'abord de vous prier d'excuser le ministre de l'intérieur auquel votre question s'adresse. Il se trouve actuellement...

M. Pierre Cordier. Au Macumba ! (*Sourires.*)

M. Laurent Nunez, secrétaire d'Étatau « salon des maires », avec d'autres ministres. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe LR.*)

Monsieur Bournazel, j'ai noté que vous avez salué le courage et la détermination de nos forces de l'ordre. Il est vrai que, samedi dernier, place d'Italie, il leur a fallu beaucoup de courage et de détermination pour mettre fin aux exactions. Je vous remercie de leur avoir rendu hommage, comme vous avez rendu hommage aux sapeurs-pompiers, parmi lesquels certains, militaires de la brigade des sapeurs-pompiers de la préfecture de police de Paris, ont été empêchés de se rendre sur des lieux d'incendie, ce qui est tout à fait intolérable.

Soyez assuré qu'à Paris comme partout en France, nous continuerons à appliquer exactement la même doctrine ! Elle consiste à encadrer les manifestations et à recevoir des déclarations de manifestations en préfecture. La préfecture de police avait bien reçu une déclaration pour une manifestation, samedi dernier, au départ de la place d'Italie. Cependant, très rapidement, bien avant l'heure prévue pour son départ, des individus violents, des casseurs, sont venus commettre les exactions que vous avez citées, dirigées contre un mémorial et contre du mobilier urbain, avant de s'en prendre, avec beaucoup de violence, aux forces de l'ordre.

Je puis vous assurer que chaque fois que ce sera le cas, nous réagirons avec la même fermeté. Je rappelais il y a un instant à Nicolas Forissier le nombre d'interpellations auxquelles il a été procédé ainsi que le choix de la dispersion. À l'avenir, nous procéderons de la même façon.

M. Sébastien Chenu. Spectateur !

M. Laurent Nunez, secrétaire d'État. Samedi dernier, grâce à la réactivité de nos forces de l'ordre, nous avons pu éviter des exactions et des dégradations bien plus graves. Je veux encore une fois saluer leur courage et leur détermination, et vous assurer que, si cela est nécessaire, nous poursuivrons avec la même détermination dans les semaines qui viennent.

M. le président. La parole est à M. Pierre-Yves Bournazel.

M. Claude Goasguen. Il l'a déjà dit : « Ça suffit ! » (*Sourires.*)

M. Pierre-Yves Bournazel. Je vous remercie pour votre réponse, monsieur le secrétaire d'État, mais je tiens à vous dire que les Parisiens et les Français attendent que l'on mette les casseurs et les personnes extrémistes extrêmement dangereuses hors d'état de nuire, parce qu'au fond, Paris, la France, ce n'est pas ça ! Il faut les empêcher de venir dans les manifestations. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDI-Agir.*)

Données clés

Auteur : [M. Pierre-Yves Bournazel](#)

Circonscription : Paris (18^e circonscription) - UDI, Agir et Indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2414

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Intérieur (M. le secrétaire d'État auprès du ministre)

Ministère attributaire : Intérieur (M. le secrétaire d'État auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [20 novembre 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [20 novembre 2019](#)